



Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Michèle DRAY-FITOUSSI, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI.

Ressources Humaines - Harmonisation des Plans de Mobilité (PDM) de la Ville et de la Métropole - Approbation

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

L'article 51 de la Loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte dispose que, dans le périmètre d'un plan de déplacements urbains, toutes les entreprises regroupant plus de 100 salariés sur un même site doivent **élaborer un PDM**. Le plan de mobilité prévu au 9° de l'article L. 1214-2 du Code général des collectivités territoriales vise à optimiser et à augmenter l'efficacité des déplacements liés à l'activité de l'entreprise, en particulier ceux de son personnel, dans une perspective de diminution des émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques et de réduction de la congestion des infrastructures et des moyens de transports.

Montpellier Méditerranée Métropole en tant qu'autorité organisatrice des transports, maintenant autorité organisatrice des mobilités, est impliquée depuis de nombreuses années dans le développement d'une politique harmonieuse des déplacements sur son territoire. Elle donne notamment la priorité aux mobilités les moins polluantes, aux usagers les plus fragiles, à l'intermodalité afin de limiter la dépendance à l'automobile dans une logique de développement durable et soutenable, de préservation de la qualité de l'air et de lutte contre le bruit.

A ce titre elle agit à la fois en amont au niveau des documents stratégiques comme le Plan de Déplacement Urbain (PDU) ou le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) mais aussi de manière très concrète en construisant et exploitant le réseau de transport en commun, en réalisant des aménagements favorisant les mobilités actives et en assurant des actions de promotion et d'incitation en faveur de ces modes de déplacements pour l'ensemble des usagers, entreprises et structures du territoire.

Le PDM est ainsi un des leviers d'action de mise en œuvre de cette politique.

La démarche de convergence entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole est l'occasion, dans un souci d'exemplarité des deux entités, de mettre en place un PDM harmonisé dont les objectifs sont de proposer à chaque agent des solutions de déplacement en les incitant à penser différemment, d'assurer une équité sociale, de promouvoir les déplacements doux et de faciliter le processus de mutualisation.

Le dispositif PDM harmonisé offre plusieurs solutions de déplacement aux agents.

Les modalités pratiques et tarifaires suivantes seront applicables au 1^{er} juin 2018.

1. Le déplacement en transports en commun

Ce dispositif est accessible aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents non-titulaires mensualisés qui ne disposent pas d'un accès parking, d'un vélo à assistance électrique ou de l'indemnité kilométrique vélo.

Les agents ayant opté pour ce mode de transport pourront bénéficier de l'ensemble des lignes TaM ainsi que des parkings Tram, de la mise à disposition gratuite d'un vélo VELOMAG complété de ses éléments de sécurité et d'un jour de stationnement gratuit par semaine (cumulable sur un trimestre) dans le parking en ouvrage proche de son lieu de travail.

L'entité prend à sa charge 50% du montant de l'abonnement annuel TaM.

Pour l'année 2018, la participation financière demandée à l'agent sera de **18.06€ par mois**.

Pour tous autres abonnements (*Tatoo, Via pro, Hérault Transport ...*), l'entité prend à sa charge 50% du montant annuel de l'abonnement (la prise en charge est plafonnée à 86.17€/mois en 2018).

2. Le déplacement en vélo classique

Ce dispositif est accessible aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents non-titulaires mensualisés qui ne disposent pas d'un accès parking, d'un vélo à assistance électrique ou de l'indemnité kilométrique vélo.

Les agents ayant opté pour ce mode de transport pourront bénéficier de **la mise à disposition gratuite** d'un

vélo avec prise en charge et réparation des éléments de sécurité au cours d'une révision annuelle organisée par l'entité ainsi que d'un jour de stationnement gratuit par semaine (cumulable sur un trimestre) dans le parking en ouvrage proche de son lieu de travail.

Ce dispositif est cumulable avec le dispositif PDM transport en commun.

La perte, le vol ou une dégradation importante du vélo nécessitant son remplacement incombe à l'agent. Il sera demandé à l'agent de s'acquitter de la somme suivante (le tarif appliqué est dégressif en fonction de l'âge du vélo) :

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Années suivantes
Vélo classique	100 €	100 €	100 €	100 €	50 €	50 €	50 €

3. Le déplacement en vélo pliable pour développer l'intermodalité

Cette nouvelle offre doit pouvoir aider certains agents à faciliter leurs déplacements multimodaux comme le train + vélo ou le tramway + vélo et ainsi développer de nouveaux usages des modes doux.

Ce dispositif est accessible aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents non-titulaires mensualisés qui ne disposent pas d'un accès parking, d'un vélo à assistance électrique ou de l'indemnité kilométrique vélo.

Les agents ayant opté pour ce mode de transport pourront bénéficier de **la mise à disposition gratuite** d'un vélo pliable avec prise en charge et réparation des éléments de sécurité au cours d'une révision annuelle organisée par l'entité ainsi que d'un jour de stationnement gratuit par semaine (cumulable sur un trimestre) dans le parking en ouvrage proche de son lieu de travail.

Ce dispositif est cumulable avec le dispositif PDM transport en commun.

La perte, le vol ou une dégradation importante du vélo nécessitant son remplacement incombe à l'agent. Il sera demandé à l'agent de s'acquitter de la somme suivante (le tarif appliqué est dégressif en fonction de l'âge du vélo) :

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Années suivantes
Vélo pliable	200 €	200 €	200 €	200 €	200 €	100 €	100 €

4. Le déplacement en vélo à assistance électrique (VAE)

Ce dispositif est accessible aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents non-titulaires mensualisés qui ne disposent pas d'un accès parking, d'un vélo classique ou pliable, d'un abonnement transport en commun ou de l'indemnité kilométrique vélo.

Les agents ayant opté pour ce mode de transport pourront bénéficier de la mise à disposition d'un VAE avec prise en charge et réparation des éléments de sécurité au cours d'une révision annuelle organisée par l'entité ainsi que d'un jour de stationnement gratuit par semaine (cumulable sur un trimestre) dans le parking en ouvrage proche de son lieu de travail.

Pour l'année 2018, la participation financière demandée à l'agent sera de **18.06€ par mois**. Cette participation est indexée sur le montant de l'abonnement annuel TaM.

La perte, le vol ou une dégradation importante du VAE nécessitant son remplacement incombe à l'agent. Il sera demandé à l'agent de s'acquitter de la somme suivante (le tarif appliqué est dégressif en fonction de l'âge du vélo) :

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Années suivantes
VAE	300 €	300 €	300 €	300 €	200 €	100 €	100 €

5. L'expérimentation de l'indemnité kilométrique vélo (IKV)

Afin d'inciter les agents à changer de comportement et favoriser l'usage du vélo pour les déplacements domicile/travail, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole proposent la mise en place d'une expérimentation de l'indemnité kilométrique vélo pour 20 agents de la Ville de Montpellier et 10 agents de Montpellier Méditerranée Métropole.

Les conditions d'accès sont les suivantes : l'agent doit être titulaire, stagiaire ou non titulaire mensualisé et ne doit disposer ni d'un accès parking, d'un abonnement transport en commun ou d'un vélo/VAE appartenant à l'entité.

L'indemnité est fixée à 25 centimes d'euros par kilomètre parcouru entre le lieu de résidence et le lieu de travail.

L'indemnité kilométrique est plafonnée à 216.72€/an en 2018 (montant de la participation annuelle TaM). Elle sera versée mensuellement sur la paie de l'agent.

Ce dispositif est cumulable avec un jour de stationnement gratuit par semaine (cumulable sur un trimestre) dans le parking en ouvrage proche de son lieu de travail (déduit forfaitairement de l'IKV).

6. Le déplacement en voiture : stationnement parking

Les conditions d'accès sont les suivantes : l'agent doit être titulaire, stagiaire ou non titulaire mensualisé et ne doit disposer ni d'un abonnement transport en commun ou d'un vélo/VAE appartenant à l'entité ou de l'IKV. De plus, ce dispositif n'est accessible qu'aux agents habitant à plus de 500 mètres d'une station de Tramway et à plus de 2 kilomètres de leur lieu de travail.

Une période transitoire avec maintien des droits d'accès actuels des agents s'ouvrira à compter du 1^{er} juin 2018 pour une durée de 6 mois (jusqu'au 30 novembre 2018). Ce délai permettra aux agents de revoir leur organisation personnelle en termes de déplacements.

La Direction Qualité de Vie au Travail, du Dialogue Social et de l'Accompagnement Managérial appréciera les demandes de dérogations à ces règles pour raisons médico-sociales. Par ailleurs, il sera du ressort de chaque direction de justifier des demandes de dérogations liées à des contraintes de service ou à des cycles de travail spécifiques. Ces demandes seront alors soumises à la Direction Générale des Services.

Pour plus d'équité, le montant de la participation financière demandé à l'agent est calculé en fonction de son revenu net fiscal.

Cette participation est indexée sur le montant de l'abonnement annuel TaM.

Participation mensuelle	Voitures	Deux-roues
A < 25 000 € nets annuels	20 €	10 €
25 000 € < A ≤ 28 000 €	25 €	13 €
28 000 € < A ≤ 32 000 €	30 €	15 €
A > 32 000 € nets annuels	35 €	18 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- dire que les dispositions de la présente délibération abrogent toutes dispositions contradictoires prises par des actes antérieurs,
- approuver les modalités pratiques et tarifaires proposées,
- préciser qu'elles seront applicables au 1^{er} juin 2018,
- autoriser Monsieur le Président à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix
Ne prend pas part au vote : 1 voix
Mme Véronique PEREZ.

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180329-31999-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 10/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.